L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAU DE PUBLICATION, RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 3 AVRIL.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

WASHINGTON.

AFFAIRES DU SUD.

Washington, 3 avril.—Le gouverneur Hampton est encore ici. Il est certain qu'il n'a pris aucun arrangement en partant. Il n'a promis qu'une chose : justice égale pour tous les citoyens de la Caroline du Sud.

On ne sait pas encore quand partiront les commissaires de la Louisiane, si ils ont reçu des instructions. Quelques personnes prétendent que le Président leur aurait remis un papier cachetté qu'il ne devrait ouvrir qu'à la Nouvelle-Orléans.

La *République* de ce matin publie ce qui suit :

L'opinion générale depuis un jour ou deux est que le secrétaire d'Etat aurait été invité à préparer un programme pour la commission de la Louisiane. Tel n'est pas le cas ; il n'a rien été discuté sous toutes ses faces par le Président et par les commissaires ; elle a été également l'objet des délibérations du cabinet dans toutes ses ramifications. Le commencement, il faut que l'on le sache ne va pas en Louisiane pour y jouer un rôle actif ; elle s'y rend simplement pour s'assurer de l'Etat des choses relatif aux difficultés politiques pour se consulter avec les deux gouvernements rivaux et leurs amis, pour suggérer et accueillir tout plan qui pourrait amener une solution pacifique du différend, résultat si désirable pour tous.

Les commissaires ne sont pas revêtus d'une mission officielle ; on ne doit voir en eux que des amis du Président qui feront tous leurs efforts pour faciliter un règlement. Ils partiront demain matin pour la Louisiane.

Le que warranto.

Il n'a encore été prise aucune mesure judiciaire en vertu du bill disctoral pour retirer la présidence à M. Hayes et l'on peut assurer, en se fondant sur une autorité incontestable, qu'il n'en sera prise aucune, si le Président accomplit les promesses de son discours d'inauguration, et reste fidèle à la constitution.

Le Gouverneur Hampton.

Washington, 3 avril. — Le gouverneur Hampton n'est pas parti ce matin, par suite d'un retard dans la correspondance du train. Il quittera Washington demain matin à sept heures. En attendant il a adressé la dépêche suivante :

A l'Hon. W. G. Simpson, lieutenant-gouverneur de la Caroline du Sud.

Tout a été réglé à ma satisfaction et d'une manière honorable. Je compte sur le peuple pour le maintien de la paix la plus profonde et de la tranquillité la plus absolue. J'ai répondu pour lui et j'ai foi en mes concitoyens.

WADE HAMPTON.

Nominations.

Washington, 3—R. C. McCormick, assistant secrétaire du Trésor. Edgar M. Marble, assistant avocat-général pour le département de l'intérieur. E. Platt Shatton, inspecteur de steamboats pour le second district de New York.

Lettre de Hayes au secrétaire de la guerre.

Washington, 3.—Monsieur : Avant que j'assume les devoirs de la présidence un détachement d'infanterie des Etats-Unis avait été, par ordre de mon prédécesseur, stationné dans la maison d'Etat à Columbia, Car. du Sud.

Ayant trouvé là ce détachement, j'ai pensé qu'il était convenable de différer la décision de la question de l'éloignement de ces troupes, jusqu'à ce que je puisse déterminer si la situation des affaires dans cet Etat, était telle qu'elle requit ou justifiât la continuation de l'occupation militaire de la maison d'Etat. Dans mon opinion il n'existe pas dans cet Etat de ces violences intestines comme celles qui sont prévues par la constitution, fermant la base sur laquelle on peut invoquer le pouvoir militaire du gouvernement national pour la défense de l'Etat.

Il y a, c'est vrai, de graves et de sérieuses disputes quant aux droits des députés prétendants à la place de chef exécutif de cet Etat ; elles ne doivent pas être réglées et déterminées par l'Exécutif des Etats-Unis, mais par de tels moyens d'ordre et de conciliation que la Constitution et les lois de l'Etat peuvent en fournir.

Je suis assuré qu'on ne pense nulle part à avoir recours à la violence, mais qu'au contraire les disputes en question seront réglées par les moyens pacifiques que la constitution et les lois de l'Etat fournissent. Dans ces circonstances je pensais qu'il est opportun de prendre un parti suivant les principes annoncés quand j'assumai la Présidence.

Vous êtes chargé, en conséquence, de voir que les ordres convenables soient adressés afin que les troupes soient retirées de la maison d'Etat et renvoyées au lieu de leur cantonnement précédent.

Signé : R. B. HAYES.

A l'hon. Geo. McCrary, Secrétaire de la guerre.

Lettre du Gent. Hampton au Président.

Washington, 3 avril.—Au Président :

Monsieur—Le résultat de la conférence à laquelle vous m'avez fait l'honneur de m'inviter a été de produire dans mon esprit la conviction que vous désirez sincèrement un règlement pacifique des questions qui ont inquiété notre peuple et causé des torts graves aux intérêts de notre Etat, et j'espère que vous êtes convaincu de mon désir sincère de vous aider à atteindre cet heureux but.

Comme je puis ne pas avoir le plaisir de vous revoir à ce sujet, il est peut-être bon de vous consacrer, de la manière la plus formelle et la plus complète l'assurance qui vous a été donnée verbalement. Je répète, en conséquence, que si les troupes fédérales sont retirées de la maison d'Etat, il n'y aura de ma part et de celle de mes amis aucun recours à la violence pour établir mes droits.

J'emploierai toute mon autorité à réprimer l'usage ou l'exhibition de la force dans le règlement de toutes les questions en dispute et cette autorité sera exercée de manière à ne pas troubler la paix. Nous désirons seulement l'établissement de notre gouvernement d'Etat qui assurera à chaque citoyen, aussi bien au plus grand qu'au plus petit, au noir qu'au blanc, avec pleine et égale protection dans la jouissance de tous ses droits sous la Constitution des Etats-Unis.

Personne n'est plus convaincu que moi de l'impérative nécessité d'établir des relations cordiales entre toutes les classes et entre les deux races de la Caroline du Sud, car c'est seulement par ce moyen que le bien-être de l'Etat peut être assuré d'une manière permanente avec l'admission de la parfaite égalité de chaque citoyen devant la loi.

Avec une juste et impartiale administration des lois, avec l'exercice pratique du droit de suffrage, un système d'éducation publique qui ouvre les sources de connaissance à toutes les classes, nous pouvons espérer que notre Etat prendra bientôt la position à la quelle il a droit.

En conclusion permettez moi de vous assurer que j'espère avec la plus forte confiance que la politique sage et patriotique annoncée dans votre adresse inaugurale produira, aussitôt qu'elle prendra forme et qu'elle sera traduite en action, de tels fruits que tout le pays jouira des avantages de la paix, de la prospérité et de l'harmonie.

Je vous réserve, monsieur, de la courtoisie que vous avez eue pour moi et avec mes bons souhaits.

Je suis très respectueusement,

WADE HAMPTON,
gouverneur de la Caroline du Sud.

McCrary au général Sherman.

Département de la guerre, 3 avril 1877.

Génl. W. T. Sherman,
commandant l'armée des E. U. }

Général : Je vous adresse une copie d'une communication du Président des E. U., dans laquelle il ordonne que le détachement de troupes, stationné maintenant dans la maison d'Etat à Columbia, Car. du Sud, soit retiré et renvoyé aux cantonnements à son campement. Vous êtes chargé, par la présente, de l'exécution de cet ordre et vous ferez retirer les troupes mardi prochain, 10 avril à midi.

Très respe. votre obéi serviteur,

GEO. W. MCCRARY,
secrétaire de la guerre.

Washington, 3—Mme Gordon, femme du sénateur, a mis au monde une fille hier. Elle a été immédiatement dotée du nom de Caroline par les amis du général, à cause des services rendus par ce dernier à la Caroline du Sud. Etat qui remit le jeune même de la naissance de la fille du général.

Un faux bruit.

Washington, 3—Un rapport d'une entrevue du sénateur Bruce et du représentant Lynch avec le Président, disant qu'ils étaient allé le trouver pour l'engager à ne pas retirer les troupes de la Caroline du Sud est démenti et Mr Lynch dit que lorsque pas, dans son jugement, représentative et sympa le gouvernement dont Mr Chamberlain est le chef, il resnait d'après plusieurs entrevues qu'il a eues avec le président, qu'il est animé des plus pures intentions et qu'il ne cesse pas d'être un ami véritable de l'homme de couleur.

Si en politique ‘est démontrer pour les intérêts de la population de couleur, de leur le résultat d'une erreur de jugement et non d'une duplicité politique. Il croit les hommes de couleur doivent attendre l'administration jusqu'à ce qu'ils aient de bonnes raisons pour faire autrement.

Observations atmosphériques.

Washington, 3.—Indications pour les Etats du Golfe, vents plus chauds d'est au sud, baisse de baromètre et rayons de pluie.

Faillite.

Harrisburg, Pa., 3 avril—Dougherty Bros & Co., banquiers, ont fait faillite. Leur passif est de 150,000 piastres, et leur actif de 100,000 à 200,000 piastres.

Incendie à Columbus.

Columbus, Ohio, 3—Son détruisitre qui a la moitié de la ville à la majorité Jeffersonville.

INSTRUCTIONS

Washington, 3 avril 1877.

Aux honorables Charles E. Wickliffe, Joseph R. Hawley, John M. Harlan, Stanton G. Herron et Frank Ela, commissaires :

MESSIEURS :

Je vous informe par le Président de vous avoir nommés membres de la commission qui va visiter l'Etat de la Louisiane et à entreprendre ce service même.

Il paraît, d'après ce rapport, chez nous en Louisiane, vous trouverez que la situation des choses en Louisiane est telle qu'elle exige en premier attention et la sollicitude, ont, nécessitée, nécessitée conséquemment l'ordre de son diligente l'intervention immédiate du pouvoir militaire des Etats-Unis pour les conservateurs du gouvernement qui, sans cette aide, n'auraient pas pu, dans l'intérêt de la paix et de l'ordre.

Quoique l'intervention ait été nécessaire pendant le terme de mon prédécesseur, n'importe ni Président ne devrait avoir les services de notre commission, elle qu'elle lui donnait, en ce moment, d'un examen fait dans l'Etat de la Louisiane les informations qu'exige le gouvernement qu'il doit apporter dans le choix des mesures qu'il propose prendre à propos d'adopter.

Il est facile de comprendre que le service qui est confié à cette commission consistant pas en examen et un rapport sur les faits relatifs à la réunion de l'Etat, ni pour le dépouillement des votes donnés. Pour ce qu'il est nécessaire de savoir comme cela, le Président comprend que les membres de la commission, les deux chambres du congrès et les autres indépendantes publicistes discutent la connaissance de cette explication sur l'origine de l'état de choses actuel.

Mais il est très important pour arriver à une décision sur les questions précises du devoir comme chef du pouvoir exécutif, que le Président sache quels sont les obstacles nets à des procédés réguliers, légaux et paisibles d'après les lois et la constitution de l'Etat de la Louisiane, au moyen desquels les anomalies existant dans le gouvernement peuvent être réglées, sans impliquer l'élément du pouvoir militaire, soit comme agent, soit comme moyen d'influence dans cette solution.

La connaissance parfaite de ces obstacles indiquerait, le Président en a la confiance, au peuple de cet Etat la ressources en se fondant sur une autorité incontestable, qu'il n'en sera prise aucune, si le Président accomplit les promesses de son discours d'inauguration, et reste fidèle à la constitution.

Le Gouverneur Hampton.

Washington, 3 avril. — Le gouverneur Hampton n'est pas parti ce matin, par suite d'un retard dans la correspondance du train. Il quittera Washington demain matin à sept heures. En attendant il a adressé la dépêche suivante :

A l'Hon. W. G. Simpson, lieutenant-gouverneur de la Caroline du Sud.

Tout a été réglé à ma satisfaction et d'une manière honorable. Je compte sur le peuple pour le maintien de la paix la plus profonde et de la tranquillité la plus absolue. J'ai répondu pour lui et j'ai foi en mes concitoyens.

WADE HAMPTON.

Nominations.

Washington, 3—R. C. McCormick, assistant secrétaire du Trésor. Edgar M. Marble, assistant avocat-général pour le département de l'intérieur. E. Platt Shatton, inspecteur de steamboats pour le second district de New York.

Lettre de Hayes au secrétaire de la guerre.

Washington, 3.—Monsieur : Avant que j'assume les devoirs de la présidence j'ai détachement d'infanterie des Etats-Unis avait été, par ordre de mon prédécesseur, stationné dans la maison d'Etat à Columbia, Car. du Sud.

Ayant trouvé là ce détachement, j'ai pensé qu'il était convenable de différer la décision de la question de l'éloignement de ces troupes, jusqu'à ce que je puisse déterminer si la situation des affaires dans cet Etat, était telle qu'elle requit ou justifiât la continuation de l'occupation militaire de la maison d'Etat. Dans mon opinion il n'existe pas dans cet Etat de ces violences intestines comme celles qui sont prévues par la constitution, fermant la base sur laquelle on peut invoquer le pouvoir militaire du gouvernement national pour la défense de l'Etat.

Il y a, c'est vrai, de graves et de sérieuses disputes quant aux droits des députés prétendants à la place de chef exécutif de cet Etat ; elles ne doivent pas être réglées et déterminées par l'Exécutif des Etats-Unis, mais par de tels moyens d'ordre et de conciliation que la Constitution et les lois de l'Etat peuvent en fournir.

Je suis assuré qu'on ne pense nulle part à avoir recours à la violence, mais qu'au contraire les disputes en question seront réglées par les moyens pacifiques que la constitution et les lois de l'Etat fournissent. Dans ces circonstances je pensais qu'il est opportun de prendre un parti suivant les principes annoncés quand j'assumai la Présidence.

Vous êtes chargé, en conséquence, de voir que les ordres convenables soient adressés afin que les troupes soient retirées de la maison d'Etat et renvoyées au lieu de leur cantonnement précédent.

Signé : R. B. HAYES.

A l'hon. Geo. McCrary, Secrétaire de la guerre.

Lettre du Gent. Hampton au Président.

Washington, 3 avril.—Au Président :

Monsieur—Le résultat de la conférence à laquelle vous m'avez fait l'honneur de m'inviter a été de produire dans mon esprit la conviction que vous désirez sincèrement un règlement pacifique des questions qui ont inquiété notre peuple et causé des torts graves aux intérêts de notre Etat, et j'espère que vous êtes convaincu de mon désir sincère de vous aider à atteindre cet heureux but.

Comme je puis ne pas avoir le plaisir de vous revoir à ce sujet, il est peut-être bon de vous consacrer, de la manière la plus formelle et la plus complète l'assurance qui vous a été donnée verbalement. Je répète, en conséquence, que si les troupes fédérales sont retirées de la maison d'Etat, il n'y aura de ma part et de celle de mes amis aucun recours à la violence pour établir nos droits.

J'emploierai toute mon autorité à réprimer l'usage ou l'exhibition de la force dans le règlement de toutes les questions en dispute et cette autorité sera exercée de manière à ne pas troubler la paix. Nous désirons seulement l'établissement de notre gouvernement d'Etat qui assurera à chaque citoyen, aussi bien au plus grand qu'au plus petit, au noir qu'au blanc, avec pleine et égale protection dans la jouissance de tous ses droits sous la Constitution des Etats-Unis.

Personne n'est plus convaincu que moi de l'impérative nécessité d'établir des relations cordiales entre toutes les classes et entre les deux races de la Caroline du Sud, car c'est seulement par ce moyen que le bien-être de l'Etat peut être assuré d'une manière permanente avec l'admission de la parfaite égalité de chaque citoyen devant la loi.

Avec une juste et impartiale administration des lois, avec l'exercice pratique du droit de suffrage, un système d'éducation publique qui ouvre les sources de connaissance à toutes les classes, nous pouvons espérer que notre Etat prendra bientôt la position à la quelle il a droit.

En conclusion permettez moi de vous assurer que j'espère avec la plus forte confiance que la politique sage et patriotique annoncée dans votre adresse inaugurale produira, aussitôt qu'elle prendra forme et qu'elle sera traduite en action, de tels fruits que tout le pays jouira des avantages de la paix, de la prospérité et de l'harmonie.

Je vous réserve, monsieur, de la courtoisie que vous avez eue pour moi et avec mes bons souhaits.

Je suis très respectueusement,

WADE HAMPTON,
gouverneur de la Caroline du Sud.

McCrary au général Sherman.

Département de la guerre, 3 avril 1877.

Génl. W. T. Sherman,
commandant l'armée des E. U. }

Général : Je vous adresse une copie d'une communication du Président des E. U., dans laquelle il ordonne que le détachement de troupes, stationné maintenant dans la maison d'Etat à Columbia, Car. du Sud, soit retiré et renvoyé aux cantonnements à son campement. Vous êtes chargé, par la présente, de l'exécution de cet ordre et vous ferez retirer les troupes mardi prochain, 10 avril à midi.

Très respe. votre obéi serviteur,

GEO. W. MCCRARY,
secrétaire de la guerre.

Washington, 3—Mme Gordon, femme du sénateur, a mis au monde une fille hier. Elle a été immédiatement dotée du nom de Caroline par les amis du général, à cause des services rendus par ce dernier à la Caroline du Sud. Etat qui remit le jeune même de la naissance de la fille du général.

Un faux bruit.

Washington, 3—Un rapport d'une entrevue du sénateur Bruce et du représentant Lynch avec le Président, disant qu'ils étaient allé le trouver pour l'engager à ne pas retirer les troupes de la Caroline du Sud est démenti et Mr Lynch dit que lorsque pas, dans son jugement, représentative et sympa le gouvernement dont Mr Chamberlain est le chef, il resnait d'après plusieurs entrevues qu'il a eues avec le président, qu'il est animé des plus pures intentions et qu'il ne cesse pas d'être un ami véritable de l'homme de couleur.

Si en politique ‘est démontrer pour les intérêts de la population de couleur, de leur le résultat d'une erreur de jugement et non d'une duplicité politique. Il croit les hommes de couleur doivent attendre l'administration jusqu'à ce qu'ils aient de bonnes raisons pour faire autrement.

Observations atmosphériques.

Washington, 3.—Indications pour les Etats du Golfe, vents plus chauds d'est au sud, baisse de baromètre et rayons de pluie.

Faillite.

Harrisburg, Pa., 3 avril—Dougherty Bros & Co., banquiers, ont fait faillite. Leur passif est de 150,000 piastres, et leur actif de 100,000 à 200,000 piastres.

Incendie à Columbus.

Columbus, Ohio, 3—Son détruisitre qui a la moitié de la ville à la majorité Jeffersonville.

Oakey Hall et Tweed.

Newark, N. J., 3—Peter B. Sweeney publie une note dans laquelle il nie avoir aucunes révélations à faire contre Oakey Hall ou autre ; il nie aussi qu'il cherche à faire des compromis dans des procès contre lui ; il ne fa ne jugement de ses concitoyens.

On publie un récit de la fuite et des voyages de Tweed, préparé d'après un journal tenu par son neveu. Ce journal dit : " Il résolut de se mettre complètement sous le bonnet de cette qui avaient entrepris la chose et personne de la famille ni de ses amis ne connaissait le projet de fuite, ni n'en eut il dans avant qu'il ait joué adroitement de commencer après son arrestation par les autorités espagnoles à Cuba.

Tweed savait qu'un corps d'hommes organisé dans tous les pays devait se charger de lui ; on lui laissait un chèque pour communiquer par télégramme et par la poste, aussi que des différentes sommes d'argent et de billets de banque en Espagne, en Angleterre et en France. Il devait avoir trouvé de vivre en cachant. Aussitôt Madrid, le 16 du mois, et de repasser en Espagne, il se rendit à un pays portugais. Vingt-quatre heures après son départ, on apprit que Tweed avait quitté Madrid. Il fit plusieurs voyages à Lisbonne et le dernier le 4 décembre 1876, en vue de trouver deux jeunes hommes qui le suivaient. Il vit le signe convenu et qui le suivaient une vive émotion. Pendant il se rendit à Lisbonne. Il continuait son chemin en vous habillant. Il se rendit à Paris. Il rencontrait beaucoup et il prétendit lui faire boire. Un des gendarmes de Paris le lui dégoûta et le conduisit à la prison. Il y resta un mois et fut envoyé à Paris.

Tweed en leva pensé et fit qu'il allait se laver les mains dans la chambre à coté ; il prit le premier cabinet et le premier [illegible] qui lui avait été donné par le portier [illegible] sur la rue. Il prit un [illegible] qui lui avait été donné. Il n'y avait rien sur [illegible] ; il n'y avait rien sur [illegible] qui lui [illegible] [illegible] Tweed. Il vit un voyage de [illegible] qui lui fit plaisir [illegible] à côté de lui, ce qu'il [illegible] [illegible] Tweed. Il [illegible] [illegible] Tweed [illegible] [illegible] [illegible]